



**Surpopulation carcérale et alternatives à la  
détention :  
L'expérience belge**

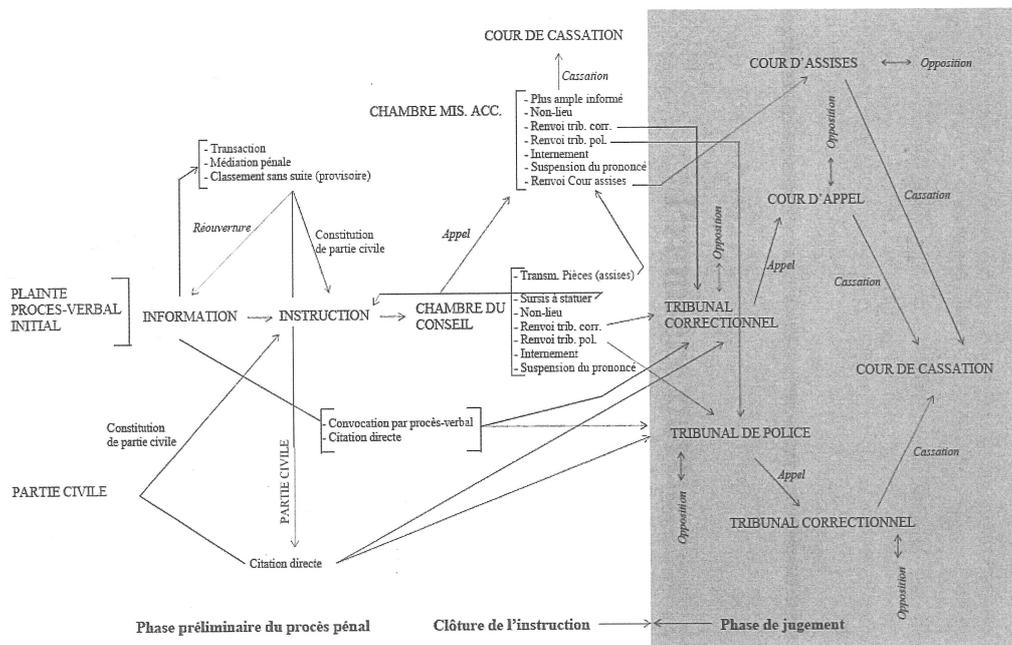
Christine GUILLAIN  
CLUJ, 28 mai 2015

Université Saint-Louis (Brussels)  
GREPEC  
(Groupe de recherche en matière pénale et  
criminelle)

# Procédure pénale belge

## 3 Phases du procès pénal

<p><b>Avant Jugement</b> (Information et Instruction)</p>	<p><b>Jugement</b></p>	<p><b>Après Jugement</b> (Exécution Peines)</p>
---	------------------------	---



SECTION 6. SCHEMA DONNANT UN APERÇU DES DIFFÉRENTES PHASES DU PROCÈS PÉNAL

## **I. Le principe de l'opportunité des poursuites**

Le système pénal belge est guidé par le principe de l'opportunité des poursuites

→ Ministère public (parquet) qui décide du sort réservé aux affaires pénales (sauf exceptions)

**Tableau 1 : Décisions de clôture des affaires pénales par le parquet au 31 décembre (2003-2014)**

<b>Affaires pénales</b>	<b>Information</b>	<b>Instruction</b>	<b>Jugement</b>	<b>Total</b>
<b>2003</b>	888 483 <b>(96%)</b>	16 634 <b>(1,80%)</b>	20 405 <b>(2,20%)</b>	<b>925 922</b>
<b>2004</b>	796 474 <b>(95,28%)</b>	17 438 <b>(2,09%)</b>	21 983 <b>(2,63 %)</b>	<b>835 895</b>
<b>2005</b>	746 921 <b>(94,92%)</b>	18 926 <b>(2,40%)</b>	21 119 <b>(2,68%)</b>	<b>786 966</b>
<b>2006</b>	697 800 <b>(94,56%)</b>	19 943 <b>(2,61%)</b>	20 920 <b>(2,83%)</b>	<b>737 963</b>
<b>2007</b>	670 384 <b>(94,37%)</b>	18 621 <b>(2,62%)</b>	21 383 <b>(3,01%)</b>	<b>710 388</b>
<b>2008</b>	678 332 <b>(94,58%)</b>	17 786 <b>(2,52%)</b>	20 500 <b>(2,90%)</b>	<b>706 618</b>
<b>2009</b>	680 447 <b>(94,55%)</b>	17 299 <b>(2,40%)</b>	21 949 <b>(3,05%)</b>	<b>719 695</b>
<b>2010</b>	700 267 <b>(94,65%)</b>	16 906 <b>(2,34%)</b>	21 777 <b>(3,01%)</b>	<b>723 740</b>
<b>2011</b>	696 035 <b>(94,77%)</b>	16 634 <b>(2,31%)</b>	21 004 <b>(2,92%)</b>	<b>718 703</b>
<b>2012</b>	677 714 <b>(95,06%)</b>	15 186 <b>(2,13%)</b>	20 024 <b>(2,81%)</b>	<b>712 924</b>
<b>2013</b>	666 919 <b>(95,09%)</b>	14 324 <b>(2,04%)</b>	20 124 <b>(2,87%)</b>	<b>701 367</b>
<b>2014</b>	632 732 <b>(94,86%)</b>	14 677 <b>(2,20%)</b>	19 630 <b>(2,94%)</b>	<b>667 039</b>

*Source : Statistiques annuelles du ministère public, Collège des procureurs généraux*

## Constats :

1. Il se dégage des statistiques judiciaires que, sur l'ensemble des affaires pénales, seule une minorité débouche sur le prononcé d'un jugement (3%) ou font l'objet d'une instruction (2%), la plupart des infractions étant traitées au stade du parquet et clôturées au stade de l'information sans saisine du tribunal ou du juge d'instruction (95%).

2. Les chiffres sont relativement stables, ce qui illustre la capacité de gestion des autorités judiciaires, indépendamment de la criminalité réelle ou de l'augmentation ou la diminution des faits enregistrés. Autrement dit, on a affaire ici à des statistiques d'activités du parquet plutôt qu'à une statistique du phénomène criminel.

## A. Les alternatives aux poursuites au stade de l'information

La filière « **Information** » regroupe les dossiers traités par le parquet et peut se clôturer par:

1. Transaction pénale
2. Médiation pénale
3. Classement sans suite
4. *Mise à l'instruction*
5. *Poursuites*

## 1. La transaction pénale

**Définition :** Procédure qui permet au ministère public d'éteindre l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent par l'auteur de l'infraction

**Objectif :** "la réduction des frais de justice et le désencombrement des tribunaux" (1934) et souci de permettre une utilisation plus efficiente des moyens limités dont dispose le pouvoir judiciaire, en particulier dans les affaires de nature économique et sociales et d'ainsi éviter que ces affaires ne soient atteintes par la prescription de l'action publique (2011)

**Champ application :** Peine *in concreto* max 2 ans emprisonnement et pas d'atteinte grave à l'intégrité physique

Donc champ d'application très large de la transaction pénale

## 2. La médiation pénale

Définition : Procédure qui permet au procureur du Roi de proposer à l'auteur de l'infraction, **l'extinction de l'action publique moyennant le respect de certaines conditions** qui peuvent être proposées isolément ou cumulativement (indemnisation ou réparation du dommage, traitement médical ou thérapie, travail d'intérêt général ou formation ou encore une médiation entre l'auteur et la victime).

Objectif (1994):

- Simplifier et accélérer la réaction sociale afin de raffermir la confiance des citoyens;
- Remplacer la condamnation à des peines traditionnelles jugées inadéquates par une réaction sociale non punitive ;
- Apporter une solution à la situation conflictuelle causée par une infraction en faisant appel à la collaboration responsable des parties

Champ application : Peine *in concreto* max 2 ans emprisonnement

Donc Champ d'application très large de la médiation pénale

### 3. Le classement sans suite

Définition : Le classement sans suite consiste dans le fait, pour le ministère public, de mettre un dossier sur le côté et constitue une **renonciation provisoire aux poursuites**

Si le classement est subordonné au respect de certaines conditions, on parle de probation prétorienne

Le classement sans suite peut ainsi intervenir pour des **motifs d'ordre technique**, mais également pour des **motifs d'opportunité**, lorsque le ministère public estime que les poursuites, bien que possibles, ne sont pas opportunes

On constate que le classement sans suite intervient le plus souvent pour des motifs d'ordre technique, mais également, dans une large mesure, pour des motifs d'opportunité

**Tableau 2 : Nombre et Pourcentage des mesures par rapport à l'ensemble des affaires pénales clôturés par le parquet au 31 décembre**

<b>Année</b>	<b>Transaction</b>	<b>Médiation</b>	<b>Classement</b>
<b>2003</b>	7 663 <b>(0,83%)</b>	1 939 <b>(0,21%)</b>	716 635 <b>(77,43%)</b>
<b>2004</b>	6 441 <b>(0,77%)</b>	1 949 <b>(0,23%)</b>	624 880 <b>(74,76%)</b>
<b>2005</b>	5 988 <b>(0,76%)</b>	1 998 <b>(0,25%)</b>	581 981 <b>(73,95%)</b>
<b>2006</b>	5 380 <b>(0,73%)</b>	2 157 <b>(0,29%)</b>	535 681 <b>(72,59%)</b>
<b>2007</b>	5 683 <b>(0,80%)</b>	2 226 <b>(0,31%)</b>	506 772 <b>(71,34%)</b>
<b>2008</b>	5 075 <b>(0,72%)</b>	2 361 <b>(0,33%)</b>	505 254 <b>(71,50%)</b>
<b>2009</b>	6 682 <b>(0,93%)</b>	2 324 <b>(0,32%)</b>	515 704 <b>(71,66%)</b>
<b>2010</b>	6 210 <b>(0,86%)</b>	2 420 <b>(0,33%)</b>	528 493 <b>(73,02%)</b>
<b>2011</b>	4 985 <b>(0,69%)</b>	2 304 <b>(0,32%)</b>	522 322 <b>(72,68%)</b>
<b>2012</b>	6 677 <b>(0,94%)</b>	2 800 <b>(0,39%)</b>	515 976 <b>(72,37%)</b>
<b>2013</b>	7 549 <b>(1,08%)</b>	2 800 <b>(0,40%)</b>	506 696 <b>(72,24%)</b>
<b>2014</b>	7 363 <b>(1,10%)</b>	2 763 <b>(0,41%)</b>	484 046 <b>(72,57%)</b>

*Source : Statistiques annuelles du ministère public, Collège des procureurs généraux*

## Constats :

La **majorité** des infractions traitées au stade du parquet se clôturent par un **classement sans suite (+70%)**, la **médiation et la transaction pénale n'occupant qu'une place tout à fait marginale** (respectivement 0,4% et 1%) malgré l'étendue de leur champ d'application.

## Tentative Explication :

- Classement est **provisoire** ≠ Transaction et Médiation pénale éteignent l'action publique
- Classement permet d'imposer le respect de certaines conditions laissées à la **libre appréciation du ministère public** ≠ Transaction et Médiation pénale où les conditions sont fixées par loi
- Classement sans suite n'implique **guère de contraintes procédurales** ≠ Transaction et Médiation pénale où la procédure est balisée par loi

## Conformité des mesures par rapport aux instruments normatifs et politiques européens

### 1. Recommandation R (87) 18 du Comité des ministres aux Etats membres concernant la simplification de la justice pénale :

« Considérant qu'il pourrait être remédié aux lenteurs de la justice pénale, non seulement par les ressources qui lui sont attribuées et par la façon dont ces ressources sont utilisées, mais aussi par une meilleure définition des priorités dans la conduite de la politique criminelle, tant en ce qui concerne la forme que le fond, par:

- le recours au **principe de l'opportunité des poursuites**;
- le recours, pour traiter les infractions mineures et les contentieux de masse:
- à des **transactions** par les autorités compétentes en matière pénale et autres autorités intervenant, comme substitut à des poursuites,
- à des procédures dites simplifiées (...) »

### 2. Recommandation N° R (99) 19 du Comité des Ministres aux Etats Membres sur la médiation en matière pénale

« Considérant la nécessité de permettre une participation personnelle active à la procédure pénale de la victime, du délinquant et de tous ceux qui sont concernés en tant que parties, ainsi que d'y impliquer la communauté »

« La législation devrait faciliter la médiation en matière pénale ».

3. Recommandation Rec (2000) 22 du Comité des Ministres aux Etats membres concernant l'amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la Communauté

*Annexe 2 à la Recommandation Rec (2000) 22*

*Principes directeurs tendant à une utilisation plus efficace des sanctions et mesures appliquées dans la communauté*

« Il convient de mettre en place un éventail de sanctions et mesures appliquées dans la communauté qui soit suffisamment large et varié et pourraient comporter, à titre d'exemple :

- la probation en tant que sanction indépendante imposée sans que soit prononcée une peine d'emprisonnement »

## B. Les alternatives à l'emprisonnement au stade de l'instruction

Lorsqu'une instruction est ouverte (parquet ou victime), le juge et les juridictions d'instruction d'instruction peuvent décider:

1. *Mandat arrêt (Privation de liberté)*
2. *Mise en liberté*
3. *Libération sous conditions ou sous caution (alternative à la détention préventive)*

Objectif : Lutter contre la surpopulation carcérale (1990)

La libération sous conditions est censée être prioritaire par rapport à la privation liberté puisque, « la décision de placer un inculpé sous mandat d'arrêt ne peut être prise qu'après le constat de l'inexistence de mesures alternatives réelles »

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la détention préventive peut également être exécutée sous surveillance électronique

**Tableau 3: Nombre de mesures alternatives à la détention et Pourcentage des mesures par rapport au total des privations de liberté et des mises en liberté (2000 à 2013)**

*Source: Les statistiques annuelles des cours et tribunaux, SPF Justice*

<b>Mesures / Année</b>	<b>Instruction ouverte au cours année</b>	<b>Privation Liberté</b>	<b>Mise en liberté avec ou sans conditions</b>	<b>Total privation liberté et mise en liberté</b>
<b>2000</b>	17 700	9 171 <b>(75%)</b>	3 132 <b>(25%)</b>	12 303
<b>2001</b>	16 964	9 230 <b>(74%)</b>	3 169 <b>(26%)</b>	12 399
<b>2002</b>	19 741	11 176 <b>(73%)</b>	4 125 <b>(27%)</b>	15 301
<b>2003</b>	Données manquantes			
<b>2004</b>	20 979	10 066 <b>(69%)</b>	4 478 <b>(31%)</b>	14 544
<b>2005</b>	19 292	10 546 <b>(68%)</b>	4853 <b>(32%)</b>	15 399
<b>2006</b>	20 009	11 810 <b>(67%)</b>	5 808 <b>(33%)</b>	17 618
<b>2007</b>	18 296	10 309 <b>(66%)</b>	5 197 <b>(34%)</b>	15 506
<b>2008</b>	17 301	10 842 <b>(64%)</b>	6 047 <b>(36%)</b>	16 889
<b>2009</b>	17 015	12 123 <b>(64%)</b>	6 678 <b>(36%)</b>	18 801
<b>2010</b>	18 554	12 161 <b>(66%)</b>	6 162 <b>(34%)</b>	18 323
<b>2011</b>	17 057	11 143 <b>(66%)</b>	5 804 <b>(34%)</b>	16 947
<b>2012</b>	16 067	9 784 <b>(67%)</b>	4 744 <b>(33%)</b>	14 528
<b>2013</b>	17 539	11 673 <b>(65%)</b>	6 264 <b>(35%)</b>	17 937

## **Constats :**

Après une diminution des privations de liberté et une augmentation des mises en liberté provisoires entre 2000 et 2008, les **pourcentages restent relatives stables**.

## **Néanmoins :**

≠ Objectifs et Pratique : **La mise en liberté n'est pas prioritaire par rapport à la privation de liberté**

**La mise en liberté ne contribue pas à la diminution de la surpopulation carcérale**

## Conformité des mesures par rapport aux instruments normatifs et politiques européens

### 1. Recommandation Rec (2000) 22 du Comité des Ministres aux Etats membres concernant l'amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la Communauté

*Annexe 2 à la Recommandation Rec (2000) 22*

*Principes directeurs tendant à une utilisation plus efficace des sanctions et mesures appliquées dans la communauté*

*Législation*

« Il convient de mettre en place un éventail de sanctions et mesures appliquées dans la communauté qui soit suffisamment large et varié et pourraient comporter, à titre d'exemple :

- des **solutions alternatives à la détention provisoire**, telles que l'obligation pour le délinquant suspecté de résider à une adresse donnée ou d'être suivi et assisté par un organisme désigné par une autorité judiciaire »

### 2. Recommandation Rec (2006) 13 du Comité des Ministres aux Etats membres concernant la détention provisoire, les conditions dans lesquelles elle est exécutée et la mise en place de garanties contre les abus

« Considérant la nécessité de veiller à ce que l'usage de la détention provisoire soit toujours exceptionnel et toujours justifié »

« Les présentes règles visent :

- à **encourager l'application de mesures alternatives dans toute la mesure du possible** »

3. Recommandation CM/Rec (2014) 4 du Comité des Ministres aux Etats membres relative à la surveillance électronique

« Reconnaissant que l'utilisation de mesures de **surveillance électronique** dans le cadre du processus de justice pénale peut contribuer à **limiter le recours à la privation de liberté**, tout en garantissant une surveillance efficace des prévenus et des auteurs d'infraction en milieu ouvert et, ce faisant, en concourant à prévenir la criminalité »

« La surveillance électronique peut être utilisé dans l'un ou plusieurs des cas ci-après :

- lors de la **phase préalable au procès** ».